

CENTRE - VAL DE LOIRE



Pour l'élaboration de ces fiches régionales, nous anticipons les regroupements de régions qui interviendront en 2016, et nous recalculons nos indicateurs depuis 2010 afin d'en suivre l'évolution selon le nouveau découpage. L'Insee a également commencé à publier des chiffres selon ce découpage¹, mais pas encore d'analyse conjoncturelle: nous remplaçons donc cette année la plupart des éléments de conjoncture par une présentation générale de la région qui doit beaucoup aux publications de l'Insee. Certaines de ces publications s'appuient sur les données 2012 ou 2013 et n'ont pas été actualisées en 2014, ce qui n'enlève rien de leur intérêt.

Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution en 2014. En dehors des départements d'outre-mer étudiés individuellement, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont issus de publications des directions régionales de l'Insee, réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines (source : Insee). Les valeurs indiquées dans ces petits tableaux sont celles de 2014 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un grand tableau général rapprochant

les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2010 et 2014², et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions. Enfin, quelques aspects locaux de la problématique de la mobilité sont présentés à la fin de la fiche : au niveau régional, le nombre de réponses à l'enquête Mobilité 2015 effectuée par le Secours Catholique est trop réduit pour donner lieu à une analyse rigoureuse, mais des éléments qualitatifs peuvent être dégagés et des exemples d'actions illustrent le sujet.

DÉFINITIONS

Ménage en situation de pauvreté : personne ou famille rencontrée, soutenue, accompagnée et/ou aidée par le Secours Catholique. Le terme « situation » est à rapprocher de ce que l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) désigne par « ménage ». Les deux termes seront employés indifféremment dans ces analyses régionales.

Personne de référence : au sein de chaque ménage, pour les couples, c'est la personne qui se présente à l'accueil des équipes du Secours Catholique, sinon, c'est l'adulte unique du ménage.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun et les enfants de moins de 14 ans comptent pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Chaque individu ne correspond pas à une unité afin de prendre en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

¹ Insee, *La France et ses territoires, édition 2015*, coll. « Insee Références », avril 2015.

² Nous prenons une période un peu plus longue que les autres années afin de faire ressortir les évolutions.

CENTRE - VAL DE LOIRE		
Données générales	Centre - Val de Loire	France métropolitaine
Population au 01-01-2014 en milliers*	2 577	63 920
Taux de chômage 3 ^e trimestre 2014**	9,6%	10,0%
Part d'étrangers dans la population (2012)	4,3%	6,1%
Densité du parc social***	72,8	74,7
Niveau de vie mensuel médian (2012)	1 648€	1 649€
Taux de pauvreté à 60 % (2012)	12,3%	14,3%
Chiffres 2014 Secours Catholique	Centre - Val de Loire	
Situations rencontrées	22 793	
Nombre d'équipes	145	
Nombre de bénévoles	2 488	
Nombre de situations analysées	4 050	

* Chiffres provisoires. ** Chiffre le plus récent publié pour les régions 2016. *** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants.

PRÉSENTATION¹

La région Centre-Val de Loire est essentiellement rurale. Elle se structure autour de trois grands espaces : l'axe ligérien, qui concentre la moitié de la population ainsi que les deux seules villes de plus de 100 000 habitants, Tours et Orléans ; le nord-est, qui profite de sa proximité avec l'Île-de-France et ses importantes infrastructures routières ; le sud, composé des départements du Cher et de l'Indre.

L'agriculture marque fortement le paysage et l'économie de ce territoire, première région céréalière de France et d'Europe. Toutefois, l'emploi agricole régional a perdu 13 % de ses effectifs entre 2003 et 2013. Cette baisse est cependant moins prononcée depuis la fin de 2007, les effectifs semblent même s'être stabilisés à partir de 2010.

La décennie 2003-2013 a été marquée par des transformations notables de l'appareil productif qui ont modifié les poids respectifs de l'industrie et des services. L'industrie en particulier a perdu un cinquième de ses emplois salariés en dix ans. Elle se réoriente

vers des activités dynamiques et exportatrices : pharmacie, chimie, cosmétique, etc., pour lesquelles la région Centre-Val de Loire est une des premières de France.

Le revenu des habitants de la région est relativement élevé. Avec un niveau de vie mensuel médian de 1 648€ en 2012, la région se situe en quatrième position après l'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Bretagne. Le taux de pauvreté 2012 est inférieur de près de deux points à la moyenne nationale.

LES SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE EN 2014

En 2014, en région Centre-Val de Loire, un peu plus de 1 personne sur 3 accueillies par le Secours Catholique réside dans une commune de moins de 5 000 habitants, contre un peu plus de 1 sur 5 au niveau national.

Les demandes les plus fréquentes concernent l'alimentation (60,1 % contre 56,4 % au niveau national). Viennent ensuite les demandes

d'écoute, de conseil et d'accueil (39,5 % contre 59,0 % au niveau national). Les demandes liées au logement (paiement de loyers, factures d'énergie, factures d'eau) sont plus fréquentes qu'au niveau national (27,2 % contre 19,0 %). La proportion de demandes concernant spécifiquement la mobilité est en augmentation (6 % en 2014 contre 3 % en 2010).

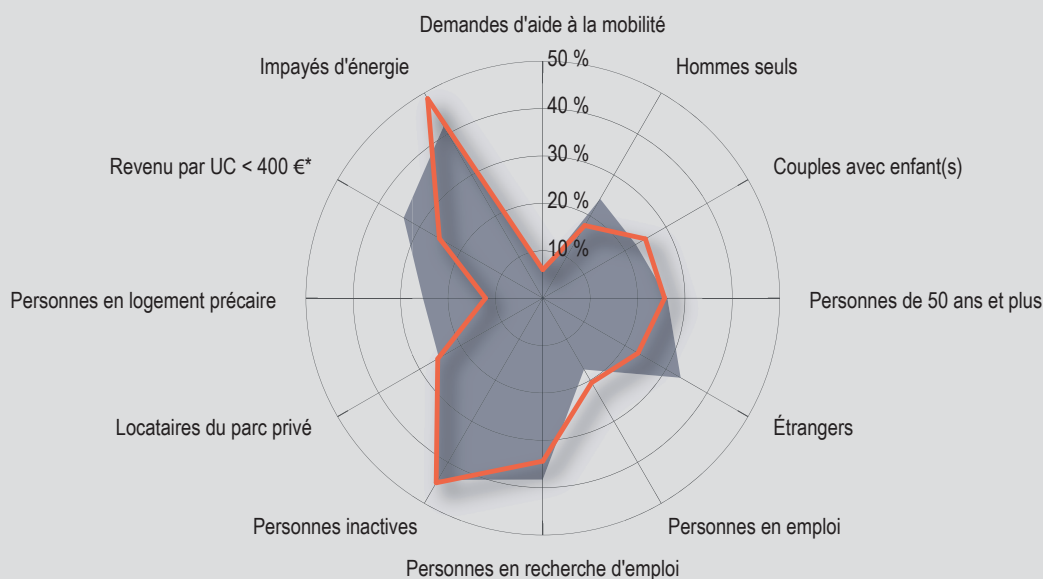
La proportion d'étrangers parmi les personnes rencontrées par le Secours Catholique est nettement inférieure à la valeur nationale (23,2 % contre 33,6 %). Ce chiffre recouvre toutefois des disparités : à Orléans et Pithiviers, cette proportion dépasse largement la moyenne nationale. La situation des étrangers dans la région, même s'ils sont moins nombreux, n'est toutefois pas meilleure qu'ailleurs : plus de la moitié des étrangers rencontrés sont en attente de statut, soit deux fois plus qu'en 2010.

Si la répartition par âge des personnes rencontrées en Centre-Val de Loire est identique à la moyenne nationale, la répartition par type de ménage se démarque. La proportion de personnes seules, aussi bien les hommes que les femmes, est moins importante dans

¹ <http://www.insee.fr/fr/regions/centre/default.asp?page=faitsetchiffres/presentation/presentation.htm>

France métropolitaine

Centre - Val de Loire



* Y compris sans ressources.

les accueils, alors que celle de familles avec enfants (couples avec enfants, mères seules et même pères seuls) est supérieure à la moyenne, de même que le nombre moyen d'enfants par famille.

Cela explique que la proportion de bénéficiaires d'allocations familiales est plus importante que la moyenne, de même que celle des bénéficiaires d'aides au logement. Au chapitre des revenus, on remarque aussi une proportion relativement faible de ménages sans aucun revenu et, à l'inverse, une proportion plus importante que la moyenne de bénéficiaires de revenus du travail. La répartition des personnes rencontrées en fonction de leur situation professionnelle confirme cette particularité : elles sont globalement plus proches de l'emploi en Centre-Val de Loire, qu'elles aient effectivement un emploi ou qu'elles soient au chômage indemnisé. Très peu en revanche sont en formation professionnelle. Au total, un tiers des ménages rencontrés cumulent revenus issus ou dérivés du travail et transferts sociaux, ce qui se traduit par un revenu moyen et un niveau de vie sensiblement supérieurs à la moyenne nationale.

Cette situation un peu plus favorable se retrouve dans le domaine du logement. La part de ménages n'ayant pas de logement stable est inférieure de moitié à la valeur nationale. Les personnes vivant dans des conditions très précaires, en centre d'hébergement, en squat ou à la rue, sont presque trois fois moins nombreuses qu'au niveau national.

Les niveaux de revenus atteints ne sont toutefois pas suffisants pour éviter les impayés, qui affectent près des deux tiers des ménages rencontrés. Ces impayés concernent le plus souvent les factures d'énergie, puis les loyers, et ensuite les factures d'eau.

LES CONSTATS SUR LA MOBILITÉ

En milieu rural, les transports en commun sont peu nombreux et mal adaptés aux besoins : nombre de passages journaliers insuffisants, horaires inadaptés, moins de passage en période de vacances scolaires, liaisons non assurées. Les personnes vivant en milieu rural restent chez elles ou s'organisent en covoiturage.

LES ACTIONS MENÉES PAR NOS ÉQUIPES

Des idées innovantes se mettent en place pour pallier les problèmes de mobilité :

- ▶ Le prêt de cyclomoteurs dans le département de l'Indre.
- ▶ Le « Kadymobile » (panier alimentaire de base commandé et apporté à domicile) dans le département du Loir-et-Cher.

CENTRE - VAL DE LOIRE		Centre - Val de Loire		France
		2010	2014	2014
Principales demandes d'aide (1)	Écoute, accueil, conseil	50,1 %	39,5 %	59,0 %
	Alimentation	68,2 %	60,1 %	56,4 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	15,2 %	27,2 %	19,0 %
	Mobilité (voiture, transport)	3,0 %	6,0 %	5,8 %
Types de ménage	Homme seul	17,9 %	17,7 %	24,2 %
	Femme seule	15,7 %	14,5 %	16,9 %
	Couple sans enfant	7,0 %	6,8 %	6,2 %
	Père seul	3,7 %	4,2 %	3,5 %
	Mère seule	29,8 %	31,8 %	26,5 %
	Couple avec enfants	25,9 %	25,0 %	22,7 %
	Âge de la personne de référence	Moins de 25 ans	10,5 %	8,7 %
	De 25 à moins de 50 ans	64,3 %	65,6 %	64,9 %
	50 ans et plus	25,2 %	25,7 %	26,3 %
Nationalité de la personne de référence	France	73,8 %	76,8 %	66,4 %
	Union européenne	5,5 %	4,1 %	8,2 %
	Maghreb	12,6 %	12,0 %	11,3 %
	Afrique subsaharienne	1,5 %	1,5 %	3,9 %
	Europe de l'Est	4,4 %	3,8 %	7,2 %
	Autres	2,2 %	1,8 %	3,0 %
	Statut de la personne de référence (étrangers hors UE)	Statut accordé, provisoire ou définitif	67,1 %	36,3 %
Statut demandé en attente		22,3 %	50,6 %	41,3 %
Débouté, sans papiers		10,6 %	13,1 %	15,5 %
Situation face à l'emploi de la personne de référence	CDI plein temps	6,6 %	5,5 %	4,2 %
	Formes particulières d'emploi (2)	14,3 %	14,5 %	12,0 %
	Formation professionnelle	1,6 %	0,6 %	1,2 %
	Sous-total emploi	22,5 %	20,6 %	17,4 %
	Chômage indemnisé ou en attente	13,0 %	13,4 %	11,4 %
	Chômage sans droits reconnus	23,5 %	21,0 %	26,9 %
	Sous-total chômage	36,5 %	34,4 %	38,3 %
	Étudiant	1,0 %	0,9 %	1,2 %
	Inaptitude santé	9,0 %	8,5 %	9,9 %
	Retraite, préretraite	6,7 %	5,6 %	5,3 %
	Au foyer, congé maternité	8,2 %	10,0 %	5,4 %
	Sans droit au travail	4,9 %	3,9 %	11,3 %
	Autre sans emploi	11,2 %	16,1 %	11,2 %
	Sous-total inactivité	41,0 %	45,0 %	44,3 %
Logement ou hébergement	Locataires du parc social	52,8 %	46,6 %	39,5 %
	Locataires du parc privé	21,3 %	25,6 %	25,3 %
	Autres logements stables (3)	12,3 %	15,7 %	9,9 %
	Sous-total logement stable	86,4 %	87,9 %	74,7 %
	Hébergement chez des proches	7,0 %	6,5 %	9,5 %
	Hôtels, caravanes, péniches	2,3 %	1,3 %	3,8 %
	Centre d'hébergement, squat, rue	4,3 %	4,3 %	12,0 %
	Sous-total hébergement précaire	13,6 %	12,1 %	25,3 %
Types de ressources	Aucunes ressources	11,0 %	11,0 %	18,1 %
	Transferts sociaux seulement	47,0 %	44,1 %	43,9 %
Existence d'impayés		57,7 %	63,8 %	58,2 %
Revenu mensuel médian hors ménages sans ressources (€ 2014)		939 €	993 €	924 €
Revenu par UC mensuel médian hors ménages sans ressources (€ 2014)		571 €	649 €	624 €
Impayé médian (€ 2014)		950 €	744 €	800 €

(1) Pourcentage de personnes formulant ce type de demande.

(2) CDD, temps partiel, intérim, travail saisonnier, emplois aidés, travail indépendant, travail informel.

(3) Propriétaires et habitat collectif (pensions, résidences...).